

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

Le 12 Mai, Paris de la Commune céderait la rue aux Versaillais...

Ce serait une trahison !

Après le sac de la Rue Feydeau

GROUPONS-NOUS CONTRE LA CAPITULATION !

Le sac de la rue Feydeau reste encore impuni. A nouveau la base combattive a été freinée. Si une avant-garde résolue ne se forme pas rapidement en France la défaite est certaine.

Cette avant-garde doit se former dans le combat, pour le combat. La réponse de M. Pivert permet d'espérer qu'un pas important sera fait dans cette voie.

Il n'y a pas une minute à perdre, la décision du Comité de coordination (organiser en commun la défense) doit avoir dans chaque section une suite, ainsi se constitueront les cadres de la Milice du Peuple.

Il faut armer politiquement la masse d'une haine farouche de l'ennemi de classe et lui donner les objectifs et les moyens d'exprimer cette haine. Le 12 mai, la vermine fasciste veut la rue. Paris de la Commune doit la lui arracher ! C'est une réplique de masse qu'il faut préparer PAR UNE CAMPAGNE DE MASSE et une organisation minutieuse.

Le 12 mai, plus qu'un bulletin, ce sont des formations massives, qu'il faut opposer aux hordes de la Roque !

lant-Couturier : « Pour un œil, les deux yeux; pour une dent, toute la queue ! »

4° Parler de renforcer « notre organisation de sécurité et d'auto-défense », comme l'a écrit Zyromski, si dans le même temps, on n'entre pas immédiatement dans la propagande intense, (notamment à l'occasion des élections municipales, et dans le « Populaire »), au sein de la classe ouvrière, et dans les actes, pour la création des milices, si on ne critique pas impitoyablement la politique et les hommes qui s'y opposent, cela signifie à la fois la plus candide et la plus criminelle des provocations. Car l'ennemi se saisit du prétexte de nos menaces pour augmenter ses forces et son armement. Ceux qui ne profèreraient des menaces journalistiques que pour apaiser la colère des militants, seraient des traîtres à l'égard des autres, et en raison même de leur duplicité, plus dangereux. On ne saurait désormais bâtir une action politique sur des serments de coulisse. On doit pratiquer une politique nette dans les discours, dans les votes, dans les actes, et combattre ceux qui restent dans l'équivoque, car de l'équivoque ne peut sortir que la trahison. Es-tu d'accord pour agir dans ce sens ?

5° Le dangereux procès du Schuzhend, nous montre que pour les chefs socialistes autrichiens, les vaillants schutzknechts n'avaient d'autre mission que de défendre « la constitution ». Nous avons ici aussi « des chefs autrichiens ». Il faut combattre non seulement ceux qui sont contre les T.P.P.S., mais aussi ceux qui, en se proclamant d'accord avec eux, voudraient les faire servir à la défense de la « constitution » bourgeoise.

La réponse de Marceau Pivert

1° Il n'est pas exact que LA MAJORITE DU BUREAU FEDERAL soit d'accord avec une véritable politique d'auto-défense active, comportant le développement des T. P. P. S. et la mise à la disposition de l'auto-défense des MOYENS MATERIELS SERIEUX qui lui manquent. Lorsque j'ai proposé de lancer UNE SOUSCRIPTION PUBLIQUE pour fournir les moyens matériels, j'ai observé DES RESISTANCES :

Les deux voies sont inconciliables: ou vers l'avant-garde pour pratiquer une politique de victoire, ou vers les compromissions centrées, le vague, les équivoques, les phrases creuses, l'inaction et en définitive la défaite.

C'est le moment de choisir, car il y va, non seulement de nos têtes, mais du sort du prolétariat français. Ton choix personnel, et celui des meilleurs de nos amis, peut avoir un poids décisif. Nous ne le dissimulons pas. C'est pourquoi, nous pensons d'un grand intérêt, que tu te prononces en pleine clarté.

Accepte nos bien fraternelles salutations. Pour le G.B.L. :

Jean ROUS.

on peut être d'accord sur des buts lointains comme « l'armement général du peuple » (les prolétaires prenant les armes où elles sont) et cependant être en désaccord ACTUEL sur le chaînon du processus de lutte révolutionnaire qu'il s'agit d'acquiescer. Or le désaccord sur les TACHES ACTUELLES prendra de plus en plus d'importance dans la différenciation des militants. Nous avons examiné la possibilité de défendre la rue Feydeau. Techniquement, étant donné le manque de moyens, de soutien réel du Parti, et aussi les dispositions mêmes du local, les responsables T. P. P. S. ont préféré décider par la négative. Mais pour la maison du Parti, des projets d'amélioration ont été proposés, l'administration du « Populaire » n'a pas cru devoir les retenir. La garde a été supprimée après la période de tension du 6 février. Aucun crédit spécial n'existe pour faire face aux dépenses inévitables concernant cette auto-défense de la Maison du Parti. Les responsabilités politiques résident dans la « ligne générale » du Parti, encore imprégnée de social-pacifisme. Les dirigeants du Parti croient à la possibilité de lutter contre le fascisme en faisant appel au « jeu normal » de la démocratie bourgeoise, et de ses forces de coercition. Une discussion récente, à la C. A. P., m'a montré des camarades répugnant à employer « la violence » comme étant une méthode fasciste !! et s'obstinant dans l'emploi EXCLUSIF de la propagande s'adressant « à la raison et au cœur des hommes ». Hitler ne leur a rien appris ! Et l'on m'a accusé de provoquer la venue « plus rapide » du fascisme !! parce que je demandais

à la C. A. P. les répliques immédiates qui s'imposent.

2° J'ai dit ce que je pensais des faiblesses du « Populaire » en ce qui concerne les leçons à tirer des événements de la rue Feydeau (et des matraquages de chaque dimanche). Il est inconcevable que le secrétaire général du Parti réagisse à cet événement en se félicitant que nous n'ayons pas installé une garde prête à recevoir comme il convenait les cambrioleurs Croix de Feu. Mon opinion sur cette nouvelle preuve de divergences politiques profondes est connue. Je la développerai aux Congrès fédéral et national car l'avenir du mouvement dépendra du choix qui s'impose de plus en plus entre la PHRASE REVOLUTIONNAIRE et l'ACTION REVOLUTIONNAIRE.

3° Mon avis est très net : IL N'EST PLUS POSSIBLE DE RESTER DANS CETTE SITUATION : Un parti paralysé parce qu'il n'a pas pris corps à corps les problèmes concrets de la lutte contre le fascisme (et contre la guerre !) : des événements exigent une REPLIQUE IMMEDIATE, que notre avant-garde est prête à appliquer, et que tout le prolétariat suivrait et développerait avec enthousiasme, recevant cette réponse incroyable : « Les Congrès n'ont jamais prévu cela. La C.A.P. ne tient pas à se prononcer ! » CELA N'EST PLUS POSSIBLE et j'ai posé le problème avec l'intention bien arrêtée de mettre le Parti, tous ses responsables, tous ses militants devant leurs propres responsabilités. Lorsque la consultation aura eu lieu sur des problèmes concrets (et non seulement doctrinaux) nous aurons à peser les conséquences de nos divisions mais je ne crois pas que l'esprit de résignation ou de capitulation puisse SANS UN PERIL MORTEL POUR LE PARTI continuer à diriger sa politique.

4° Il faut en effet sortir de l'équivoque. Je suis sûr que d'excellents camarades, qui ne voyaient pas la question des milices comme vous l'avez posée ou comme je la comprends auront réfléchi aux événements de la rue Feydeau et changé d'avis. Il suffit de lire la prose de Jean-Renaud (1) pour se rendre compte qu'avec ce genre d'ennemi, la « seule défense passive » est non seulement vouée à l'échec, mais est un crime contre le prolétariat. Attendant que les fascistes aient abattu l'un des nôtres pour passer à une nouvelle phase de la lutte ? Je souhaite quant à moi QU'ON N'ATTENDE PLUS. Mais je n'attribue pas, comme vous semblez le dire, à une « duplicité » de tel ou tel camarade la confusion actuelle. C'est la marche des événements qui détermine les différenciations, tel militant « avancé » hier, recule lamentablement devant les risques de l'action d'aujourd'hui, et tel autre hier encore « modéré » se met au rythme des événements avec une compréhension parfaite. Dans ces conditions : bien poser les questions, exiger une réponse précise. Se classer, décider. Nous avons, dans la Seine, les militants dévoués, et même dans une certaine mesure, les cadres. Il nous manque les MOYENS MATERIELS et l'ATMOSPHERE COHERENTE qui permettront de passer à une action efficace contre les bandes fascistes.

5° J'ai choisi. Mais c'est le choix DU PARTI qui importe le plus. Le rôle que nous pouvons nous assigner, les uns et les autres, consiste, à mon avis, à permettre, à exiger des décisions claires. Je résume ainsi les « données » de la question à résoudre.

Les fascistes nous attaquent impunément. Faut-il leur répondre comme à Lyon, révoluer au point, OUI OU NON ?

Leur presse est un appel permanent à l'assassinat. Faut-il tolérer qu'ils viennent provoquer les quartiers ouvriers OUI OU NON ?

Si c'est non, n'en parlons plus et préparons nos lettres de faire-part.

Si c'est oui, organisons-nous et passons aux actes en ne comptant que sur nous. Tout le reste n'est que laus inutile.

Marceau PIVERT.

(1) DE JEAN RENAUD : « Bravo aux deux Croix de Feu qui, faisant preuve d'initiative heureuse et de courage véritables, sont allés donner une leçon au « Populaire », foyer de trahison et quartier général de propagande antinationale. » Du même : « L'ennemi public n° 1, Léon Blum, qu'attend douze balles dans la peau. » Faut-il « raisonner » avec cet énergumène ? ou le réduire à l'impuissance comme une bête malfaisante ?

Notre lettre à Marceau Pivert

Cher camarade Pivert,

La mise à sac par les fascistes du local de la Fédération de la Seine, comporte la plus grande signification politique.

Désormais, il est clair, même pour le plus aveugle, que la question se pose ainsi :

Où bien une avant-garde se formera qui entraînera la classe ouvrière, dans la voie du combat victorieux de la création des milices pour écraser la vermine fasciste, de la lutte acharnée pour le pouvoir aux travailleurs;

Où bien la politique de Blum-Faure soutenue par Zyromski, continuera, et ce sera la défaite, comme en Allemagne, comme en Autriche, comme en Espagne.

Tu sais la sympathie que nous manifestons pour les efforts que tu fais, en particulier en faveur des vaillants T.P.P.S., et combien nous avons à cœur de les soutenir.

Dans le but de tirer, en pleine lumière, devant chaque militant, la leçon politique des récents événements, nous avons tenu à te demander quelques précisions.

Nous te prions de ne voir dans la forme interrogative de cette lettre, autre chose qu'un souci de brièveté et de clarté.

1° D'où vient que le Bureau Fédéral dont la majorité s'est proclamée lors du Conseil Fédéral du 25 février 1935, d'accord avec les mots d'ordre de la milice et de l'armement des travailleurs, n'ait pu obtenir qu'un minimum d'efforts soit fait pour assurer la garde des locaux de la rue Feydeau? Les mêmes ennemis de l'action révolutionnaire, les parlementaires, les avocats socialistes, la droite du Parti, les amis du secrétariat, déjà se gausser de l'aventure et en tirent argument (?) contre la politique du dernier Conseil Fédéral de la Seine, qui n'a pas encore hélas, été appliquée, même dans la propagande.

Il y a là, mon cher camarade, des responsabilités politiques à dénoncer avec la plus grande netteté, de manière à nous permettre, à nous autres socialistes du rang, de voir dans cette situation décisive, où sont ceux qui nous trahissent, et ceux qui les soutiennent.

2° Que faut-il penser, que penses-tu de l'attitude du journal du Parti, du « Populaire », dont Léon Blum a la responsabilité politique ? L'article leader de Paul Faure, selon lequel il faut se féliciter qu'il n'y ait eu aucun garde rue Feydeau, est celui d'un homme qui accepte la défaite.

Peut-on continuer à lui faire un centime de confiance, ainsi qu'à tous ceux qui à quelques confidences personnelles près, pratiquent la même politique de passivité et de pacifisme ?

3° Laisser passer l'acte des Croix de Feu, sans représailles, c'est entrer dans la voie de la capitulation.

Il ne s'agit pas bien entendu de dire ici quelles représailles pratiquer et quand le faire, mais de dire par exemple si tu es d'accord pour entrer dans la voie concrète, d'une politique qui s'exprime dans l'adage aujourd'hui la... pour compte par Vail-

La Conférence de Stresa s'est terminée par un accord; à Genève, l'unanimité des plus grandes puissances s'est faite. Demain, d'autres conférences se tiendront pour, paraît-il, assurer le maintien de la paix.

Si la paix est effectivement bien compromise, le jeu des combinaisons diplomatiques par lesquelles les dirigeants prétendent empêcher la guerre est des plus compliqués, des plus obscurs et, partant, des plus propices à favoriser tout au contraire, dans tous les pays, la préparation à la guerre. Que pouvons-nous constater ? D'une part, l'Angleterre, la France et l'Italie unanimes à Stresa, puis à Genève pour dénoncer l'Allemagne, l'empêchant, après le vote de Genève, de revenir à la S.D.N. Mais, en même temps, l'Angleterre torpille le projet de pacte oriental et le Foreign Office n'est certainement pas pour rien dans les difficultés qui ont surgi pour la signature du pacte franco-soviétique.

Pour lâcher de nous orienter dans cet imbroglio, comparons à ce qui était avant 1914. A ce moment, l'Europe se partageait très nettement en deux blocs essentiels, d'une part la France et la Russie, d'autre part l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. L'Italie faisait apparemment partie du bloc austro-allemand; l'Angleterre, tout en étant liée à la France et à la Russie, dont l'impérialisme se heurtait sur les principaux points du globe à l'impérialisme allemand, jouvoya des années durant pour maintenir « l'équilibre européen » jusqu'au jour où elle engagea le conflit armé avec l'Allemagne.

Aujourd'hui l'Angleterre reste toujours soucieuse d'empêcher une puissance quelconque de dominer l'Europe, elle ne cesse de vouloir tenir l'équilibre entre la France et l'Allemagne. Mais les blocs des puissances sont loin d'être établis aussi nettement qu'en 1914. L'Italie, préoccupée par la question de l'« indépendance » autrichienne, est certes fortement opposée à l'Allemagne. Celle-ci, en violant les clauses militaires de Versailles, s'est heurtée à l'impérialisme français, mais ses visées les plus directes sont à l'Est, vers les territoires ukrainiens.

Mais on n'est pas encore au bloc stable France-Union soviétique; on doit même dire que sa réalisation d'une façon permanente, stable, est très aléatoire. Et pourquoi ? Le gouvernement staliniste de l'Union soviétique éprouve qu'on ne fait pas le « socialisme dans un seul pays ». Le danger de guerre en Orient était grand, mais toutefois un conflit n'eut pas mis en cause les centres vitaux du pays (nous faisons abstraction du développement des contra-

ditions intérieures). Mais avec le triomphe d'Hitler, c'est le danger mortel du « super-Wrangel » annoncé par nous en 1931 grandissant chaque jour. Le gouvernement soviétique n'a pas tiré les leçons de la défaite, ou plutôt la seule leçon qu'il tire est celle-ci : contre Hitler, Thaelmann n'a pas valu grand chose; pour avoir avec nous les travailleurs français en cas de guerre, comptons encore moins sur Thorez, et entendons-nous avec le gouvernement et l'état-major français. A Moscou, on est prêt à beaucoup pour assurer l'alliance franco-soviétique, car on n'y voit que le seul contrepois au danger hitlérien.

En France, la bourgeoisie est partagée : il y a ceux pour qui l'Allemagne est le plus grand danger, il y a ceux pour qui un accord avec l'Allemagne à l'Ouest mérite bien d'accorder à celle-ci le droit de se tailler une part dans l'Est, au prix de la liquidation du bolchevisme. Les deux tendances

CONTRE LA RÉPRESSION

PROTESTONS PAR TOUS LES MOYENS CONTRE LES TRAITEMENTS INFLIGES AUX DETENUS POLITIQUES DU BAGNE DE POULO-CONDORE !

La nourriture imposée aux détenus politiques du bague de Poulou-Condore (Cochinchine) consiste dans des poissons secs pourris de vers.

Pour n'avoir pu résister à ce régime et être tombés d'inanition, pendant leur dur travail vingt-huit heures ont été enchaînés et condamnés au riz sec.

Les autres détenus se sont solidarisés avec leurs camarades et font la grève de la faim depuis le 1^{er} mars.

Bien qu'ils soient d'une extrême faiblesse ils sont frappés sauvagement par les gardiens, et enchaînés, sous l'œil féroce du Directeur Grémasy.

Les travailleurs français doivent saisir toutes les occasions pour manifester leur solidarité active en faveur de ces camarades, coupables seulement d'avoir voulu se libérer des chaînes de l'impérialisme français et condamnés pour cela par les bourreaux impérialistes à un régime inférieur au régime bestial.

Travailleurs ! Protestez par tous les moyens, à l'occasion de chaque meeting, de chaque manifestation en adressant des ordres du jour au gouverneur de la Cochinchine, Pagès, et au gouverneur général de l'Indochine.

Le Parti socialiste, le Parti communiste, les Syndicats, le Secours rouge, doivent engager immédiatement une action pour éviter que 120 des meilleurs militants anticolonialistes ne succombent aux tortures qui leur sont infligées au nom de la civilisation !

La trahison staliniste établie par la seule lecture de l'HUMANITE

Les masses travailleuses cherchent quelle politique pourra permettre d'éviter la guerre, ou bien si la guerre éclate, malgré les efforts du prolétariat, permettre d'abattre le régime capitaliste fauteur de guerre, et d'y substituer le régime socialiste.

Nous voulons par les seuls textes extraits de *l'Humanité*, et par conséquent vérifiables par tous, montrer quelle est la politique actuelle de *l'Internationale Communiste*, concernant les problèmes de la guerre.

HIER ET AUJOURD'HUI

La politique internationale de la III^e Internationale, était ainsi définie dans la sixième condition d'admission :

« Tout parti désireux d'appartenir à la III^e Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social patriotisme avoué, le social pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation démocratique de la Ligue des Nations, ne peuvent préserver l'humanité de guerres impérialistes ».

Cela c'était la politique d'hier. Aujourd'hui, depuis que l'I.C. a été rebâtie (après l'expulsion par tous les moyens des léninistes), sur le dogme de la « construction du socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire indépendamment de la révolution mondiale, la politique internationale de la III^e Internationale, est la suivante : *défense de la politique de paix de l'U.R.S.S., qui consiste à proposer le désarmement aux nations impérialistes, et la conclusion de pactes d'assistance mutuelle contre l'agresseur.*

« LA POLITIQUE DE PAIX » DE L'I. C.

Cette politique part de l'affirmation suivante : il y a des impérialismes qui ont intérêt à la paix, d'autres à la guerre.

« Il s'agit de savoir, dit Péri dans *l'Huma* du 11 avril 1935, si les puissances qui n'ont aucun intérêt à précipiter la guerre, sauront assurer la paix en décidant de se prêter une assistance mutuelle, ou si elles composeront avec les plans de nouveaux dépeçages de l'Europe conçus par Adolf Hitler ».

De là découle toute la politique de l'I.C., ainsi exposée par Péri (*Huma* du 16 avril 1935) :

« Ceci acquis, quelle est dans les cadres du système présent la seule formule pouvant rendre difficiles les entreprises guerrières ? La meilleure formule c'est évidemment le désarmement général ou la réduction des armements que l'U.R.S.S. a proposée et qu'elle a défendue, mais que toutes les autres puissances ont combattue. A défaut de la réduction générale des armements à laquelle l'U.R.S.S. n'entend nullement renoncer, le gouvernement soviétique et avec lui les prolétaires de tous les pays d'Europe, estiment que la méthode la plus susceptible de faire obs-

tacler à la guerre est celle des pactes par lesquels les puissances s'engageront à boycotter l'agresseur. Il faut voir les choses comme elles sont et reconnaître que toute autre formule contractuelle est vaine ou dangereuse. »

Dans ces conditions, quelle doit être la tâche de l'I.C. ? Joindre ses efforts à ceux de la diplomatie soviétique pour convaincre les impérialismes « qui ont intérêt à la paix » de la nécessité de conclure des pactes d'assistance éventuelle.

Voici comment l'organe des P.C. Français remplit cette tâche (*Huma* du 2 avril 1935) :

Mais que pense donc le gouvernement d'Union nationale français de cette attitude du gouvernement d'Union nationale britannique ? Ce n'est déjà plus un secret que Laval prête quelque peu l'oreille aux propositions de Hitler. Pense-t-il qu'un accord avec les nazis contre l'Union soviétique améliorerait la situation de l'impérialisme français ? Oublie-t-il que le mouvement de masse contre la guerre et pour la défense des Soviets est autrement plus puissant en France qu'en Angleterre ? Ne se souvient-il déjà plus d'un passé pas très lointain où le gouvernement de l'impérialisme français n'a pu maîtriser le mouvement des masses des travailleurs et des soldats en faveur de la dictature du prolétariat qu'en arrêtant la guerre aux Soviets en toute hâte ?

Autrement dit : si l'impérialisme français veut survivre à la guerre, qu'il écoute le bon conseil de l'émule de Staline, qu'il s'accorde avec l'Union soviétique. Pour aider Laval « à comprendre », la plume du citoyen Péri se fait plus pressante et plus vive :

« Et dire que c'est au nom de l'Entente franco-britannique que M. Pierre Laval s'est prêtée à ces atrociétés criminelles que si souvent nous avons dénoncées ici et qu'il faut dénoncer aujourd'hui avec plus de vigueur que jamais. »

Car tout indique que M. Laval, lui aussi, a fait son deuil du pacte de l'Est et de l'assistance mutuelle. Le ministre des affaires étrangères a délibérément renoncé à la seule formule de sécurité susceptible de préserver la paix et d'arrêter la course aux armements. Son attitude déplorable lui valait hier les félicitations de la Volkische Beobachter. Mais elle soulèvera contre lui la colère légitime de tous ceux qui veulent conjurer la guerre. » (*Huma* du 4 avril.)

PERI ET PERTINAX

Blum range Pertinax de l'*Echo de Paris*, parmi les « amis maladroits » de l'U.R.S.S. (*Popu* du 21 avril), parce que bourgeois réaliste, il situe la question de l'alliance avec l'U.R.S.S. sur le plan des rapports de force, sans attacher d'importance aux promesses collectives vagues. Pertinax a en vue uniquement les intérêts « français ».

« S'il avait en vue uniquement les intérêts « russes », il écrirait sans doute ce qu'écrivit Péri, véritable ami de l'U. R. S. S. »

« D'autres prétendent que M. Laval, d'accord avec sir John Simon, serait disposé à remplacer purement et simplement le projet de Pacte de l'Est par une convention aérienne ouverte aux signataires du Traité de Locarno et aussi à l'U.R.S.S. et à la Petite-Entente. On se flatte d'avoir obtenu l'adhésion de la Pologne et celle de l'Allemagne à ce système. Eh bien, il ne faut pas balancer à l'écrire, ce système n'a rien à voir avec la paix. Ceux qui le recommanderont précipiteront les règlements à coups de canon que les masses populaires veulent à tout prix conjurer. »

L'agression ne sera pas découragée si le seul risque que court l'agresseur est de ne pas être activement aidé du dehors. Ce désintéressement est par lui-même un encouragement aux aventures.

Dans le cas concret qui nous occupe, le système inventé par M. Laval se bornerait à jurer que l'Allemagne peut tout à son aise réaliser ses projets à l'Est, que la France ne lui prêtera aucun concours, mais qu'elle ne dressera contre elle aucune aventure. (*Huma* du 4 avril.)

Péri et le P.C.F. du point de vue des intérêts nationaux de la bureaucratie soviétique ; Pertinax, du point de vue des intérêts nationaux de la bourgeoisie, préconisent dans les faits la même politique.

PAR LES MOYENS IDEOLOGIQUES DE LA BOURGEOISIE

Nous avons vu en quoi consiste « la politique de paix de l'I.C. ». Voyons maintenant par quels moyens, par quels arguments est défendue cette politique dans *l'Humanité*.

Si comme nous l'a appris Thorez, dès juillet 1934, ceux qui aiment bien leur pays, sont les communistes, il s'ensuit que ceux qui n'aiment pas leur pays, les bourgeois, sont « les traîtres ». C'est ce que nous apprend Gachin dans un article du 10 avril, où il conclut : « Nous arracherons les masques des exploitateurs de la patrie, des pires ennemis du peuple français, sans jamais nous détourner du devoir de défendre la paix et le pain des victimes. »

Gachin, qui s'y connaît pourtant en fait de traîtres, ne paraît pas encore avoir été compris par les vrais patriotes quand il a dénoncé en ces termes Taittinger. « Le fasciste Taittinger peut impunément divulguer des communications militaires et diplomatiques officielles qu'il vient de recevoir dans les commissions de la Chambre. Il peut ainsi fournir des arguments à Hitler pour de nouveaux armements et porter de l'eau au moulin du fas-

cisme d'outre-Rhin. Un « patriote » qui accomplit de tels actes de trahison réclame lui aussi la répression pour les antifascistes. »

D'où il résulte que la patrie qui est en l'état actuel, la bourgeoisie dirigeante, comprend très mal ses intérêts.

P. Vaillant-Couturier d'ailleurs, ne le lui dissimule pas, et il entend dès maintenant la croisée : « Au secours de la culture française ! »

Si les prolétaires, pour reprendre le mot de Marx, « n'ont pas de patrie », ils ont pourtant, dès à présent, eux les internationalistes, quelque chose à défendre : c'est le patrimoine culturel de la France, ce sont les richesses spirituelles accumulées par tout ce que ses artistes, ses artisans, ses ouvriers, ses penseurs ont produit. » (*H. du 13 avril.*)

Autrement dit, si les prolétaires n'ont pas de patrie, il se trouve que depuis quel temps, pour *l'Humanité*, ils en ont tout de même une, le patrimoine français. « Conquérir la patrie », pour Cachin, P. V. C., signifie reconquérir au moyen du bourrage de crâne dans *l'Huma*, leurs positions de 1914.

L'ANNONCE DE LA TRAHISON « CARACTÉRISÉE... »

De telles équivoques ne peuvent sortir que de la trahison.

Fort heureusement, pour le prolétariat l'I.C. et ses partis nationaux viennent de nous avertir de leur trahison, sans aucune équivoque, ni pudeur.

Le devoir des prolétaires en cas de guerre est tracé dans les termes suivants dans l'appel des P.C. d'Europe du 18 avril :

« Nous saluons tous les progrès réalisés dans le domaine de la capacité militaire de la seule patrie des travailleurs, tous les progrès dans le sens du renforcement de l'armée rouge des ouvriers et des paysans qui garantit la paix, toute consolidation des frontières de la patrie socialiste ; nous soutiendrons en cas de guerre contre-révolutionnaire, contre la patrie du socialisme, l'armée rouge de l'Union soviétique par tous les moyens, et nous lutterons pour la défaite de l'impérialisme allemand et de ses alliés, pour la défaite de toute puissance qui mènera la guerre contre l'Union soviétique. »

Nous faciliterons par tous les moyens, au prix même de notre vie, la victoire de l'Union soviétique socialiste dans sa lutte contre tous ceux qui attaqueront ce pays du socialisme. »

Il ne s'agit plus pour le prolétariat de mener la lutte pour la défaite de son propre impérialisme, mais pour la défaite de l'impérialisme allemand et de ses alliés. Autrement dit, le prolétariat français parlera en guerre avec sa bourgeoisie contre l'impérialisme allemand, pour la dé-

faite de ce dernier. Ça s'appelle l'union sacrée.

L'appel du P. C. F., à l'occasion des élections municipales, le confirme (*Huma* du 21 avril.)

« Le devoir le plus sacré des prolétaires du monde entier, est d'assurer la défaite des agresseurs du pays du socialisme et de tous leurs alliés... »

Les communistes veulent réaliser l'union de tous les Français qui travaillent à l'usine, aux chantiers, dans les bureaux, les magasins, les laboratoires, les écoles, les universités, et des travailleurs de toutes races et nationalités qui partagent les mêmes souffrances et les mêmes espoirs. »

Nous voilà donc, dûment et par deux fois, avertis. Aveugles les travailleurs qui n'en tireraient pas immédiatement les leçons et les conséquences qui s'imposent !

CONCLUSIONS

La trahison stalinienne résulte des textes eux-mêmes reproduits de la presse stalinienne, la plus courante. Bien que les conceptions léninistes sur le même problème soient développées par ailleurs, on doit faire ici les remarques suivantes :

1° Le Stalinisme est passé entièrement dans les paroles et dans les faits sur les positions du social-pacifisme (politique de Genève, espoir dans les conventions diplomatiques : pactes, désarmement, etc., vigoureusement dénoncés par l'I.C. à ses débuts), et prépare déjà le moment où il passera effectivement sur les positions du social-patriotisme : comme dit Blum « en cas d'agression caractérisée de l'Allemagne hitlérienne ». »

2° Le crime consiste non dans le fait que la diplomatie soviétique a été contrainte d'adopter dans les relations avec les Etats bourgeois, les formules du pacifisme génévois, mais dans le fait que cette nécessité, qui résulte de la faiblesse de l'U.R.S.S., est représentée au contraire par les bluffeurs, stalinien comme un triomphe prolétarien, et dans le fait que la politique de dupes pactes, a été substituée à l'internationalisme prolétarien et est devenue la politique de toute « l'internationale ». »

3° Le Stalinisme qui se prétend pour la paix à tout prix, ne suggère même pas dans son manifeste international, le seul moyen d'éviter la guerre : la prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, en France, à la faveur de la crise sociale actuelle.

La trahison sur la guerre rejoint la trahison sur la question de la prise du pouvoir.

4° Tout ouvrier conscient qui a perçu la trahison stalinienne, qui a déjà été averti par Blum (discours sur les deux ans), de la trahison des chefs socialistes, serait impardonnable de ne pas comprendre son devoir : rejoindre la tendance léniniste qui force l'avant-garde qui mènera le prolétariat français à la victoire contre son propre impérialisme. Pour nous le seul moyen de défendre l'U.R.S.S., c'est de faire la révolution, en France et en Europe, c'est de rester fidèles aux principes de Liebknecht et de Lénine. (L'ennemi est dans notre propre pays.)

Romain Rolland - 1922 Romain Rolland - 1935

— Reproduction de la « Révolution Proletarienne » —

Romain Rolland a publié dans les trois derniers numéros d'Europe une introduction à son prochain recueil d'articles, *Quinze ans de combat*. Il vise à expliquer la comment et pourquoi il est passé de son attitude de 1919 et des années suivantes — où, tout en saluant la révolution russe alors en pleine bataille et de par-tout menacée, il ne lui ménageait pas les critiques, au nom de la liberté et des droits de l'esprit — à sa position présente, entièrement dévouée à la Russie actuelle. La maladie m'empêche de mettre en ordre les notes que j'avais prises pour établir la réponse que nous devons adresser, dans la *Révolution Proletarienne*, à ce plaidoyer.

Peut-être aussi le sentiment qu'après tout il n'est pas très important de relever l'autocritique que Rolland bolchévisé — ou plutôt stalinisé — fait en partie sur notre dos, à la mode orthodoxe. Rolland répond à Rolland mieux que nous ne le ferions.

Il est tout de même dommage de laisser passer l'occasion d'une explication qui devenait de plus en plus nécessaire. J'en indiquerai donc les grandes lignes. Bien entendu, il ne s'agit pas de discuter les appréciations portées par Rolland sur tel ou tel d'entre nous. Dans une affaire qui intéresse la classe ouvrière et la révolution, nos personnes ne comptent pas. La personnalité de Rolland lui-même, si haute soit-elle, ne compte pas.

Mais dans les différents aspects de notre affaire, ce n'est qu'à Rolland, je le répète que je demanderais de répondre à Rolland. A Rolland-1935, qui découvre les nécessités de l'action révolutionnaire, de répondre à Rolland-1922, qui les méconnaissait en pleine révolution. A Rolland-1922, qui défendait les vieux droits de l'homme — même contre la révolution aux abois, de

répondre à Rolland-1935, qui sacrifie ces mêmes droits à la raison d'Etat — d'un Etat qui ne rappelle plus guère l'avant-garde de la révolution internationale en bataille. J'aurais demandé au seul Romain Rolland de se réfuter lui-même, et sur ses positions de 1922 et sur ses positions de 1935 — et de nous justifier, de justifier la continuité de notre attitude depuis la première heure de la révolution russe.

Elle est bien terre-à-terre, notre attitude, bien sommaire et simpliste. Et bien dépourvue de fantaisie. Elle n'a même pas attendu la révolution d'octobre pour se montrer constante.

Toute notre politique, toute notre philosophie et toute notre morale ont consisté, dès avant 1914, à tâcher de reconnaître l'intérêt de la classe ouvrière et à tâcher de la servir, dans les conditions qu'imposaient les circonstances historiques. Peut-être se trouve-t-il qu'ainsi nous aurons servi en même temps les intérêts réels de toute l'humanité, de la civilisation humaine ; si hérétiques que nous soyons, c'est sans doute à notre manière d'être marxistes. Mais notre préoccupation essentielle, notre tâche propre se résumait en ce point : fidélité à la classe ouvrière.

En août 1914, nous avons été contre la guerre impérialiste parce qu'en faisant massacrer les prolétaires elle les opposait idéologiquement les uns aux autres et abîmait ainsi l'internationalisme prolétarien, base de l'émancipation de la classe ouvrière.

En novembre 1917, et jusqu'à la mort de Lénine, nous avons été, sans réserves, pour la révolution qui soulevait la Russie, parce qu'elle entraînait avec elle toute la pensée prolétarienne ressuscitée, toute l'espérance de la classe ouvrière.

Dans les années qui ont suivi la mort de Lénine, nous avons vu les dirigeants de

la politique russe — moins de propos délibéré, sans doute, que par la faute de la situation internationale, mais peu important les responsabilités — nous les avons vu utiliser les prolétaires des autres nations comme masses de manœuvre dans l'intérêt momentané et contestable de l'Etat russe, avec une désinvolture « réaliste » qui n'avait d'égaux que ses balourdises ; la manière dont la lutte a été menée, ou plutôt sabotée, en Allemagne, dans les mois qui ont précédé l'avènement d'Hitler, la manière dont la classe ouvrière française a été, dix ans de suite, démoralisée et abrutée, sont des exemples suffisants. De plus, nous les entendions, ces écuyers de la haute politique, nommer à chaque coup, glorieusement, « un pas en avant dans l'édification du socialisme » ce qui était l'évidence d'un pas en arrière. (Quand il était acculé à accepter la N.E.P., Lénine, qui n'était pas un malin, ne prétendait pas faire un pas en avant.)

La haute politique n'est pas notre fort. D'autre part nous sommes de ces imbéciles qui ne savent pas changer. Nous avons continué à chercher l'intérêt de la classe ouvrière et à tâcher de la servir. Et d'abord, platement, toujours terre-à-terre, de la classe ouvrière de chez nous ; parce que nous persistions à penser, avec Liebknecht, avec Lénine, que le premier devoir d'un révolutionnaire est de balayer la neige qui est devant sa porte. Alors, quand nous avons vu les dirigeants de la politique russe traîner notre classe ouvrière de sottise en cochonnerie, nous avons dit qu'ils commettaient des sottises et des cochonneries. Le secret de notre hérésie et de nos crimes n'est pas ailleurs.

Rolland se plaît à imaginer qu'ainsi nous avons, lui et nous, échangé nos positions et qu'il est devenu révolutionnaire alors que nous cessions de l'être. C'est une agréable illusion, mais qui ne répond à rien. Nous ne dansons pas des figures de ballet. En réalité, nous avons tenu en 1922 la position qu'il aurait dû tenir et, plus encore en 1935, nous tenons la position qu'il devrait occuper.

Il a besoin de vivre dans des climats héroïques — et il ne reculera certes pas devant les sacrifices que ce besoin lui imposera. Mais quand l'héroïsme n'existe pas, il en recherche de spécieuses apparences et il les appelle réalité. La classe

ouvrière, qui est tout pour nous, dans sa faiblesse et sa misère comme dans sa grandeur, n'existe pour lui que lorsqu'elle peut se prêter à cette transfiguration héroïque.

Nous nous sommes rencontrés avec Romain Rolland dans les premières semaines de la guerre. Il a été notre porte-drapeau et notre porte-voix, et ce n'est pas moi qui oublierai rien de la gratitude, de la vénération affectueuse que nous lui gardons depuis ce temps. Aujourd'hui, il a découvert que la révolution russe, modèle 1934-1935, était quelque chose de sublime parce que le fétichisme officiel avait baptisé pie Staline un sommet du Pamir et parce que l'U.R.S.S. avait adhéré à la Société des Nations — à la S.D.N. dont Litvinov dénonçait naguère l'hypocrisie avec des traits sanglants et où il poursuivait à présent une politique de combinaisons tortueuses qui n'a rien à envier à la diplomatie d'avant-guerre et qui mène droit à une nouvelle et plus monstrueuse guerre mondiale.

Assurément, Rolland, vous avez cessé d'être « l'un contre tous ». Vous avez avec vous Gide, Victor Marguerite et plusieurs centaines de sous-Barbusse qui volent au secours de ce qu'ils prennent pour le succès. Avec vous, en 1914, nous étions une poignée. En 1917-1922, nous n'étions encore qu'une poignée, sans vous. En 1935, sans vous, nous ne sommes qu'une poignée.

Ne pensez pas que nous soyons fiers et satisfaits d'être si peu nombreux. Mais nous savons que notre douzaine d'enfants perdus de 1914 à tout de même fait des petits ; elle n'a pas peu contribué à réveiller les sentiments révolutionnaires et humains, à ressusciter le socialisme en France. La poignée de 1917 n'a pas non plus travaillé pour rien : sans elle, le communisme de la grande époque, celui de 1921-1924, n'aurait pas eu besoin de vos leçons, car il ne serait jamais né.

Je suis pareillement tranquille sur la poignée que nous sommes en 1935. Elle accomplira sa tâche pour la révolution sociale et pour la civilisation humaine.

Il est un point particulièrement significatif, un point de fait et non plus d'appréciations, sur lequel j'aurais tenu à m'expliquer sans ambages. Dans une note de son introduction, Rolland cite un frag-

ment de son journal intime où il a consigné un entretien qu'il eut avec Monatte et moi, le 18 mars 1922. « Monatte et Martinet, y dit-il, parlent avec un amer mépris de ce peuple ouvrier de France qui n'a rien fait, qui n'a rien voulu faire pour la Révolution... » etc. Nous avons lu ces propos, et d'autres semblables, avec stupeur.

Du mépris pour le peuple, nous ?

Dans sa lettre de démission au Comité Confédéral, en décembre 1914, Monatte écrivait : « C'est au centre que la force, c'est-à-dire la foi, a manqué ». Dans un article de *La Vie Ouvrière*, du 23 juillet 1919, intitulé « La faute des masses ? », il dénonçait pareillement le pharisaïsme et la malhonnêteté des « chefs » rejetant sur les « masses » leurs propres erreurs et leurs propres lâchetés. Et toute sa pensée, toute son action, toute sa vie ont été de respect de la classe ouvrière, de confiance en elle. De l'amertume, oui, nous en avons souvent ressenti. Mais du mépris ! De quel droit ?

Cependant il va de soi que Rolland a cru reproduire avec la plus scrupuleuse exactitude les sentiments que nous exprimions devant lui... Mais alors ?

Eh bien, devant une transcription qui est plus qu'une traduction inexacte, plus qu'une interprétation tendancieuse, qui est une déformation et une trahison contre quoi tout notre être proteste, je suis obligé d'écrire que la seule hypothèse plausible est que Rolland nous a écoutés sans nous entendre, qu'il nous a écoutés parler du peuple en homme qui n'est pas du peuple et qu'il ne nous a pas compris. Il a compris en intellectuel, en grand et cordial intellectuel — mais nous croyions parler à un camarade, à un camarade seulement plus grand que nous et que sa grandeur même devait préserver de tout contre-sens.

Le mépris du peuple, le mépris de la classe ouvrière, le mépris du « matériel humain », le mépris des hommes, c'est justement de ce que nous ne l'acceptons sous aucune forme et nous aucun masque qu'est constituée l'unité de notre vie. C'est en protestation contre un tel mépris, complaisamment pratiqué par toutes les catégories de bureaucrates « ingénieurs des âmes » (suivant la formule que Rolland admire et qui nous paraît grotesque-

Les bolchéviks - léninistes et la guerre

Nous publions ci-dessous des extraits de « La Quatrième Internationale et la Guerre », thèses sur la guerre adoptées il y a bientôt un an par la Ligue Communiste Internationaliste et que les événements nouveaux n'ont fait que justifier et confirmer.

LA DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE

Le mensonge de la défense nationale se couvre, dans tous les cas où c'est possible, du mensonge complémentaire de la défense de la démocratie. Si les marxistes, même maintenant, à l'époque impérialiste, n'identifient pas la démocratie au fascisme et sont prêts à n'importe quel moment à opposer une résistance au fascisme qui s'attaque à la démocratie, le prolétariat ne doit-il pas aussi, en cas de guerre, soutenir les gouvernements démocratiques contre les gouvernements fascistes?

Grossier sophisme! Nous défendons la démocratie contre le fascisme à l'aide des organisations et des méthodes du prolétariat. A l'encontre de la social-démocratie, nous ne donnons pas mandat pour cette défense à l'Etat de la bourgeoisie (« Staat, greif zu! »). Mais si nous restons en opposition irréductible avec le gouvernement le plus « démocratique » en temps de paix, pouvons-nous prendre sur nous ne fut-ce qu'une ombre de responsabilité pour lui en temps de guerre, quand toutes les objections et les crimes du capitalisme prennent l'expression la plus féroce et la plus sanglante?

La guerre contemporaine entre de grandes puissances signifie non pas un conflit entre démocratie et fascisme, mais une lutte entre deux impérialismes pour un nouveau partage du monde. La guerre doit inévitablement, de plus, prendre un caractère international et alors dans l'un et l'autre camp se trouvent aussi bien des Etats fascistes (semi-fascistes, bonapartistes, etc.), que des Etats « démocratiques ». La forme républicaine de l'impérialisme français ne l'empêchait pas en temps de paix de s'appuyer sur la dictature militaire-bourgeoise en Pologne, Yougoslavie et Roumanie, comme elle ne l'empêchera pas, en cas de besoin, de restaurer la monarchie austro-hongroise pour en faire une barrière contre la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Enfin, en France même, la démocratie parlementaire, déjà suffisamment affaiblie aujourd'hui, se trouverait sans aucun doute l'une des premières victimes de la guerre si elle n'était renversée avant.

La bourgeoisie d'une série de pays civilisés a déjà montré et continue de montrer qu'en cas de danger intérieur, elle remplacera sans hésiter la forme parlementaire de sa domination par la forme auto-

ment pompeuse et hypocrite), que nous refusons de voir dans la Russie contemporaine suivant une autre forme de catéchisme, « la patrie du socialisme ».

Le régime qui exile Trotsky, déporte Riazanov, affame Victor Serge, qui châte un meurtrier politique, commis dans des circonstances inexplicables, par des dizaines d'exécutions sommaires et rend ainsi dérisoires nos protestations contre les violences fascistes, qui punit de mort les cheminots quand un accident se produit dans leur service, qui augmente l'écart entre les salaires, qui soumet les travailleurs au régime de la plus rigoureuse résidence forcée, et aussi de la plus constante surveillance policière — un tel régime a pu être imposé par les circonstances, aucune propagande et aucun bluff ne nous le feront prendre pour du socialisme. Le socialisme, a dit Lénine, c'est l'électrification s'ajoutant au pouvoir des soviets. L'électrification et tous les efforts pour activer les progrès matériels dans un pays de civilisation arriérée, je les vois et personnellement je me garde d'en sous-estimer l'importance et les bienfaits — mais quand nous ne voyons plus trace du pouvoir des soviets ailleurs que sur le papier et dans les discours, quand nous voyons rétroceder et déprimer le progrès humain que ces mots représentaient, nous tenons pour une imposture de parler alors de socialisme: fidèles ainsi à l'enseignement de Lénine et d'abord à l'enseignement de Rolland, si nous avons besoin de justifications extérieures.

Voilà, brièvement indiqués, quelques-uns des points sur lesquels j'aurais voulu répondre à Romain Rolland, et il en est beaucoup d'autres. Mais sans doute ce schéma suffira-t-il à préciser notre position et ses raisons. Puissent seulement les politiciens de toute observance, communistes et socialistes, cesser à temps d'envisager la réalité sociale et les intérêts de la classe ouvrière à travers leurs combinaisons de partis et de sectes — ne pas attendre, comme en Allemagne, qu'il soit trop tard, pour envoyer promener leurs formulaires et leurs bibles et pour combattre dans leur être réel, avec des forces réelles, les dangers grandissants qui menacent le prolétariat et toute l'humanité!

18 mars 1935.

Marcel MARTINET.

ritaire, dictatorial, bonapartiste ou fasciste. D'autant plus vite et d'autant plus résolument, elle réalisera ce changement pendant la guerre, quand ses intérêts fondamentaux de classe seront menacés d'une force dix fois plus grande par les dangers extérieurs et intérieurs. Dans ces conditions, le soutien par le parti ouvrier de « son » impérialisme national pour sa fragile coque démocratique signifierait le renoncement à une politique indépendante et la démocratisation chauviniste des ouvriers, c'est-à-dire la destruction du seul facteur qui soit capable de sauver l'humanité de sa perte.

« La lutte pour la démocratie » en temps de guerre signifiera avant tout la lutte pour la sauvegarde de la presse et des organisations ouvrières contre les décaléments de la censure et des autorités militaires. Sur le terrain de ces tâches, l'avant-garde révolutionnaire recherchera le front unique avec les autres organisations ouvrières — contre son propre gouvernement « démocratique » — mais en aucun cas ne recherchera l'union avec son gouvernement contre le pays adverse.

La guerre impérialiste se tient au-dessus de la question de la forme du pouvoir étatique du capital. Elle pose devant toute bourgeoisie nationale la question du sort du capitalisme national et devant les bourgeoisies de tous les pays la question du sort du capitalisme en général. C'est seulement ainsi que le prolétariat doit aussi poser la question: *capitalisme ou socialisme*, triomphe de l'un des camps impérialistes ou révolutionnaire.

LA SECONDE INTERNATIONALE ET LA GUERRE

Le commandement de la défense nationale procède du dogme que la solidarité nationale des classes serait au-dessus de la lutte de classes. En fait, aucune classe possédante n'a jamais reconnu la défense de la patrie comme telle, c'est-à-dire dans toutes les conditions, mais a seulement couvert de cette formule la défense de sa situation privilégiée dans la patrie. Les classes dominantes renversées sont toujours devenues « défaitistes », c'est-à-dire furent toujours prêtes à rétablir leur situation privilégiée avec l'aide des armes de l'étranger.

Les classes opprimées, n'ayant pas conscience de leurs intérêts et accoutumées aux sacrifices, prennent le mot d'ordre de « défense nationale » pour argent comptant, c'est-à-dire pour un devoir absolu, qui se tient au-dessus des classes. Le crime historique fondamental des partis de la Seconde Internationale est de nourrir et de renforcer les habitudes serviles de tradition chez les opprimés, neutralisant leur révolte révolutionnaire et falsifiant la conscience de classe à l'aide de l'idée de patriotisme.

Si le prolétariat européen n'a pas renversé la bourgeoisie à la fin de la Grande Guerre, si l'humanité se débat maintenant dans les tourments de la crise, si une nouvelle guerre menace de changer ville et villages en monceaux de ruines, la faute capitale pour ces crimes et ces désastres retombe sur la Seconde Internationale.

La politique du social-patriotisme a rendu les masses idéologiquement désarmées devant le fascisme. Si, en temps de guerre, il faut renier la lutte de classe au nom des intérêts de la nation, il faut aussi abjurer le « marxisme » à l'époque d'une grande crise économique qui menace la « nation » non moins que la guerre. Rosa Luxemburg avait déjà émis cette question en avril 1915 dans les paroles suivantes: *Où la lutte de classe est, pendant la guerre, aussi la loi impérative de l'existence du prolétariat... Où la lutte de classe est, pendant la paix, aussi un crime contre les intérêts nationaux et la sécurité de la patrie.* L'idée des « intérêts nationaux » et de la « sécurité de la patrie », le fascisme en fit des fers pour lier les pieds et les poings du prolétariat.

La social-démocratie allemande soutint la politique extérieure de Hitler, jusqu'à ce que Hitler l'ait chassée. Le remplacement définitif de la démocratie par le fascisme fit que la social-démocratie demeure patriote seulement tant que le régime politique lui assure profits et privilèges. Dans l'émigration, les anciens patriotes des Hohenzollern retournent d'un seul coup leur veste et sont prêts à saluer une guerre préventive de la bourgeoisie française contre Hitler. La Seconde Internationale sans la moindre difficulté a amnistié Wels et Cie, qui, dès demain, si la bourgeoisie allemande leur fait signe, se transformeront en ardents patriotes.

Les socialistes français, belges, etc., ont répondu aux événements d'Allemagne par une union ouverte avec leur bourgeoisie dans la cause de la « défense nationale ». La social-démocratie française et les syndicats réformistes parlent dans leurs congrès de l'inhumanité des guerres en général, comprenant surtout par cela une guerre de revanche de la part de l'Allemagne.

Les partis qui soutiennent les férociétés du brigandage colonial, où il s'agit seulement d'avoir de nouveaux profits, soutiendront les yeux fermés tout gouvernement national dans une grande guerre, où il s'agira du sort du régime bourgeois.

LA GUERRE LE FASCISME ET L'ARMEMENT DU PROLETARIAT

La guerre a besoin de « la paix civile ». Dans les conditions actuelles, la bourgeoisie ne peut l'obtenir qu'au moyen du fascisme. De telle sorte que le fascisme est devenu le facteur politique le plus important de la guerre. La lutte contre la guerre suppose la lutte contre le fascisme. Tout programme révolutionnaire de lutte contre la guerre (« défaitisme », « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », etc.), devient une phrase creuse, si l'avant-garde prolétarienne se montre incapable de repousser victorieusement le fascisme.

Revenir de l'Etat bourgeois le désarmement des bandes fascistes, comme font les stalinien, cela veut dire se mettre sur la voie de la social-démocratie allemande et de l'austromarxisme. Ce sont précisément Wels et Otto Bauer qui « revendiquaient » de l'Etat qu'il désarmât les nazis et garantît, par là, la paix intérieure. Le gouvernement « démocratique » peut, il est vrai — lorsqu'il y trouve avantage — désarmer des groupes fascistes isolés, mais seulement pour pouvoir, avec une rigueur d'autant plus grande, désarmer les ouvriers et les empêcher de s'armer. Demain même, l'Etat bourgeois donnera la possibilité aux fascistes « désarmés » hier, de s'armer doublement et de dresser leurs armes contre le prolétariat sans armes. S'adresser à l'Etat, c'est-à-dire au capital, avec la revendication de désarmer les fascistes signifie semer les pires illusions démocratiques, endormir la vigilance du prolétariat, démolir sa volonté.

La politique révolutionnaire juste consiste à créer, en partant du fait de l'armement des bandes fascistes, dans un but d'auto-défense, des détachements ouvriers armés et à appeler inlassablement les ouvriers à s'armer. Ici réside le centre de gravité de toute la situation politique actuelle. Les social-démocrates, même gauches, c'est-à-dire ceux qui sont prêts à répéter les lieux communs sur la révolution et la dictature du prolétariat, soit éludent soigneusement la question de l'armement des ouvriers, soit déclarent carrément cette tâche « chimérique », « aventureuse », « romantique », etc. Ils proposent, au lieu (!) de l'armement du prolétariat, la propagande parmi les soldats qu'ils ne mènent pas en réalité et qu'ils sont incapables de mener. L'appel creux au travail dans l'armée n'est nécessaire aux opportunistes que pour enterrer la question de l'armement des ouvriers.

Il serait pourtant puéril de penser qu'on peut, par le seul moyen de propagande, conquérir toute l'armée et, par là, rendre la révolution inutile en général. L'armée est hétéroclite et ses éléments disparates sont soudés l'un à l'autre dans le cercle de fer de la discipline. La propagande peut créer dans l'armée des cellules révolutionnaires, préparer chez les soldats les plus avancés un état d'esprit sympathisant. Donner davantage, la propagande et l'agitation ne le peuvent pas. Compter sur l'armée pour qu'elle défende, de sa propre initiative, les organisations ouvrières contre le fascisme, cela veut dire remplacer les rudes leçons de l'histoire avec de douces illusions. L'armée dans sa partie décisive ne peut passer du côté du prolétariat pendant la révolution que si le prolétariat lui-même fait preuve en face de l'armée de sa disposition réelle et de son aptitude à lutter pour le pouvoir jusqu'à la dernière goutte de son sang. Une telle lutte suppose nécessairement l'armement du prolétariat.

Le but de la bourgeoisie est d'empêcher le prolétariat de conquérir l'armée. Le fascisme accomplit cette tâche non sans succès au moyen des détachements armés. La tâche immédiate du prolétariat, celle qui est à l'ordre du jour, consiste à défendre ses organisations contre les bandes fascistes. Qui soutient: les ouvriers n'ont pas de possibilité de s'armer, proclame par là même: les ouvriers sont sans défense en face du fascisme. Alors, il est inutile de parler du socialisme, de la révolution prolétarienne, de la lutte contre la guerre. Alors, il faut déchirer le programme communiste et mettre une croix sur le marxisme.

La tâche de l'armement en elle-même, comme témoigne l'histoire, est parfaitement résoluble. Si les ouvriers comprennent réellement qu'il y va de leur vie et de leur mort, ils se procureront des armes. Leur expliquer la situation politique sans rien cacher ni affaiblir, en bannissant tout mensonge consolant est le premier devoir

du parti révolutionnaire. Comment se défendre, en effet, contre l'ennemi mortel si on n'oppose pas à chaque couteau fasciste deux couteaux et à chaque revolver deux revolvers?

Où prendre les armes? Tout d'abord, chez les fascistes mêmes. Le désarmement des fascistes est un mot d'ordre honteux lorsqu'il s'adresse à la police de la bourgeoisie. Le désarmement des fascistes est un mot d'ordre excellent lorsqu'il s'adresse aux ouvriers révolutionnaires. Mais les arsenaux fascistes ne sont pas la seule source. Le prolétariat a des centaines et des milliers de canaux pour son armement. Car il ne faut pas oublier que ce sont précisément les ouvriers — et rien qu'eux — qui produisent, de leurs propres mains, toutes espèces d'armes. Il faut seulement que l'avant-garde prolétarienne comprenne clairement qu'on ne peut pas se soustraire à la tâche de l'armement. Le parti révolutionnaire doit prendre l'initiative, dans la question de l'armement, des détachements ouvriers de combat. Mais pour cela, il doit de prime abord, s'épurer de toute espèce de scepticisme, de l'indécision et des balivernes pacifistes dans la question de l'armement des ouvriers.

Le mot d'ordre de la milice ouvrière, ou de détachements d'auto-défense n'a de sens révolutionnaire qu'en tant qu'il s'agit d'une milice armée. Autrement, la milice se réduirait au spectacle, aux parades, par conséquent, au leurre. Il va de soi que l'armement sera au commencement très primitif. Les premiers détachements ouvriers d'auto-défense ne disposeront ni d'obusiers, ni de tanks, ni d'avions. Pourtant, le 6 février à Paris, dans le centre d'une grande puissance militaire, des bandes armées de revolvers et de lames de rasoir fixées sur cannes, ont failli s'emparer du Palais Bourbon et ont provoqué la chute du gouvernement. Demain, de semblables bandes peuvent saccager les rédactions des journaux ouvriers ou les locaux des syndicats. La force du prolétariat réside dans son nombre. Même l'arme la plus primitive dans les mains de la masse peut faire des miracles. Dans des conditions favorables, elle peut ouvrir la voie à une arme plus perfectionnée.

LA POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LA GUERRE

La première condition du succès c'est l'éducation des cadres du parti dans une juste compréhension de toutes les conditions de la guerre impérialiste et de tous les processus politiques qui l'accompagnent. Malheur au parti qui, dans cette question brûlante, se borne à des phrases générales et à des mots d'ordre abstraits! Les événements sanglants l'abattront complètement et l'écraseront.

Pour le parti révolutionnaire, le moment même de l'éclatement de la guerre est particulièrement critique. La presse bourgeoise et social-patriote, unie à la radio et au cinéma, déversera sur les travailleurs des torrents de poison chauviniste. Le parti le plus révolutionnaire et le mieux trempé ne pourra pas, à ce moment-là, résister complètement. L'histoire actuelle, falsifiée d'un bout à l'autre, du parti bolchevik, ne sert pas à préparer réellement les ouvriers à l'épreuve, mais à les endormir avec un schéma idéal fictif. Bien que la Russie tsariste n'ait pu être donnée pour une démocratie, ni pour une nation civilisatrice, ni enfin pour un pays sur la défensive, la fraction bolchevique à la Douma, avec la fraction menchévique, lança au commencement de la guerre une déclaration social-patriotique teintée d'internationalisme pacifiste à l'eau de rose. La fraction bolchevique prit peu après une position plus révolutionnaire, mais au procès de la fraction, tous les députés accusés, sauf Mouranov, ainsi que leur dirigeant théorique Kamenev, se délimitèrent catégoriquement de la théorie défaitiste de Lénine. Au début, le travail illégal du parti était presque arrêté. C'est seulement peu à peu que commencèrent à apparaître des tracts révolutionnaires qui, ne posant nullement les mots d'ordre défaitistes révolutionnaires, appelaient les ouvriers sous le drapeau de l'internationalisme.

Les deux premières années de la guerre sapèrent fortement le patriotisme des masses et poussèrent le parti à gauche. Mais la révolution de Février, faisant de la Russie une « démocratie », engendra fois-là, Staline et Kamenev donnaient, en mars 1917, à l'organe central du parti, une orientation social-patriotique. Sur cette base se produisirent dans tout le pays un nouveau et puissante vague de patriotisme « révolutionnaire ». Dans leur majorité écrasante, les sommets du parti bolchevik ne résistèrent pas non plus cette rapprochement et même dans la majorité des villes, une fusion directe des organisations bolcheviques et menchéviques. Il fallut des protestations des révolutionnaires les plus fermes, surtout ceux des quartiers avancés de Pétersbourg, il fallut l'arrivée de Lénine en Russie et sa lutte implacable contre le social-patriotisme, pour que le Parti aligne son front inter-

nationaliste. Les choses en étaient là avec le meilleur parti, le plus révolutionnaire et le mieux trempé!

L'étude de l'expérience historique du bolchévisme a une importance éducative irremplaçable pour les ouvriers avancés: elle leur montre toute la force de la pression de l'opinion publique bourgeoise qu'il leur faut surmonter, et leur enseigne en même temps à ne pas se laisser aller à la dépression, à ne pas poser les armes, à ne pas perdre courage, malgré un complet isolement au début de la guerre.

Il faut étudier non moins soigneusement la lutte des groupements politiques dans le prolétariat des autres pays, tant belligérants que neutres. La lutte de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht fut particulièrement importante en Allemagne où les événements se développèrent dans une autre direction qu'en Russie, mais où en fin de compte ils menèrent à la même conclusion: *il faut apprendre à aller contre le courant.*

Si le prolétariat se trouve impuissant à empêcher la guerre au moyen de la révolution — et c'est le seul moyen d'empêcher la guerre — les ouvriers, avec tout le peuple, seront obligés de participer à l'armée et à la guerre. Les mots d'ordre individualistes et anarchistes d'objection de conscience, de résistance passive, de désertion, de sabotage, s'opposent radicalement aux méthodes de la révolution prolétarienne. Mais de même que dans les usines l'ouvrier avancé se sent un esclave du capital qui prépare sa libération, de même dans l'armée capitaliste il a conscience d'être l'esclave de l'impérialisme. Contraint aujourd'hui de donner ses muscles et même sa vie, il ne donne pas sa conscience révolutionnaire. Il reste un lutteur, apprend manier les armes, il explique dans les tranchées aussi le sens de classe de la guerre, groupe les mécontents, les réunit en cellules, les fait porteurs des idées et des mots d'ordre du Parti, suit attentivement les changements de l'état d'esprit des masses, le reflux de la vague patriotique, la croissance de l'esprit de révolte, pour, au moment critique, appeler le soldats à soutenir les ouvriers.

LA QUATRIÈME INTERNATIONALE ET LA GUERRE

La lutte contre la guerre présuppose une arme révolutionnaire de lutte, c'est-à-dire un parti. A présent, il n'y en a ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle internationale. Il faut créer le parti révolutionnaire en s'appuyant sur l'expérience de tout le passé, y compris aussi l'expérience de la Seconde et de la Troisième Internationales. Renoncer à la lutte franche et ouverte pour la nouvelle Internationale signifie soutenir consciemment ou inconsciemment les deux Internationales existantes, uniquement capables de désorienter l'avant-garde prolétarienne ou de soutenir activement la guerre.

Quand exactement éclatera la guerre et à quel stade elle trouvera l'édification de nouveaux partis et de la nouvelle Internationale, cela, bien entendu, personne ne le prédira. Il faut faire tout pour que la préparation de la révolution prolétarienne aille plus rapidement que la préparation de la nouvelle guerre. Il est possible cependant que le militarisme, cette fois encore, devance la révolution. Mais même cette voie, qui annonce de grands sacrifices et de grandes calamités, ne nous libère en aucun cas de l'obligation de nous mettre à construire immédiatement la nouvelle Internationale. La transformation de la guerre impérialiste en révolution prolétarienne se fera d'autant plus rapidement que notre travail préalable sera plus avancé, que nos cadres révolutionnaires se montreront plus fermes dès le début de la guerre, qu'ils mèneront leur travail avec plus de cohésion dans tous les pays en lutte, que leur travail s'appuiera avec plus de confiance sur des principes stratégiques, tactiques et organisationnels justes.

Si même au commencement de la nouvelle guerre, les véritables révolutionnaires se montraient en petite minorité, on ne peut douter un seul instant que cette fois-ci, le tournant des masses vers la révolution se produira beaucoup plus vite, sera plus décidé et plus impitoyable qu'au courant de la première guerre impérialiste. La nouvelle vague d'insurrections peut et doit devenir victorieuse dans le monde capitaliste tout entier.

Il est, en tout cas, indiscutable que seule peut enfoncer de profondes racines dans le terrain national, l'organisation qui s'appuie sur des principes internationalistes et est fraction du parti mondial du prolétariat. La lutte contre la guerre signifie actuellement la lutte pour la Quatrième Internationale!

FACE AUX CAMPAGNES

La question vinicole

Depuis de longues années, la propagande et l'action révolutionnaires dans les villages sont infestées de multiples préjugés qui subsistent encore aujourd'hui et sont d'autant plus nocifs qu'ils sont moins avoués. Au dire de soi-disant militants, il faudrait éduquer son programme, modifier ses attitudes, refréner son action... et pour mieux « neutraliser » les paysans, oublier à un coopératisme, à un syndicalisme, à un municipalisme émasculés. Avec de tels bobards, le mouvement révolutionnaire a gâché stupidement les années qui ont suivi la guerre et ces opportunistes peuvent maintenant contempler les beaux résultats de leur action: une paysannerie dans laquelle l'idéologie fasciste progresse à larges foulées.

Nous souhaitons formuler ici quelques principes précis qui, à notre avis, peuvent servir de base à un travail révolutionnaire dans les campagnes — c'est urgent! — et que nous serions heureux de voir discutés et complétés par les lecteurs de ce journal.

Et tout d'abord, qu'est-ce que la paysannerie?

Les Compère-Morel de toutes les époques nous ont rabattu les oreilles de leurs tableaux démographiques et de leur « cotes foncières », ils sont aussi parvenus à englober sous la même appellation de petit et moyen paysan, une population rurale essentiellement différenciée. Or un paysan du plateau de Millevaches est pauvre avec 50 hectares de landes; un maraicher de la région parisienne est un capitaliste avec un hectare.

La paysannerie n'est pas « une ». Elle comprend dans son sein toutes les classes sociales, depuis le salarié jusqu'à l'exploitation agricole industrialisée, en passant par l'infinité variée des métayers, fermiers, paysans travailleurs, demi-paysans, etc., etc. Et quel sera le principe de la différenciation des paysans sinon les « rapports de classe » au village?

Il existe en France plus de trois millions d'ouvriers agricoles et domestiques de fermes; 150.000 exploitations familiales concédées en fermage à des paysans sans terre; 300.000 exploitations concédées en métayage à des familles paysannes également dépourvues de terre; près de trois millions de petits possédants pour lesquels la terre est un instrument tyrannique de travail qui les possède plus qu'ils ne la possèdent.

De tels chiffres pris globalement signifient qu'un parti révolutionnaire doit axer sa politique paysanne sur la conquête effective de ces masses laborieuses — et non seulement sur leur « neutralisation » qui ne signifie rien. Pour le militant local, ces chiffres ne signifient rien si lui-même, dans son propre champ d'action, n'établit pas localement la différenciation de la paysannerie et ne se donne pas pour tâche la conquête des paysans les plus exploités, à commencer par le prolétariat agricole.

Le champ d'action est délimité. Quels sont les buts généraux du travail révolutionnaire au village?

a) Soustraire les masses paysannes à l'emprise de la bourgeoisie.

b) Organiser avec elles la défense de leurs intérêts immédiats tout en les dressant contre leurs exploiters directs, contre l'Etat bourgeois, contre l'ensemble du régime capitaliste et sur cette base provoquer les manifestations de la lutte des classes au village.

c) Travailler pour l'alliance concrète des ouvriers et des paysans, condition indispensable de leur émancipation.

d) Elargir à l'horizon mondial les problèmes locaux et nationaux, et jeter les bases d'une solidarité ouvrière et paysanne internationale, englobant le paysan pauvre des Asturies et l'indigène spolié par l'impérialisme.

e) Intensifier l'action contre la guerre et organiser pratiquement la résistance à la guerre. Dans le même ordre d'idées, faire de chaque village un centre de résistance au fascisme.

Je ne puis développer ici ces différents points, mais que nos camarades prennent la peine de les méditer et de les appliquer aux différents problèmes paysans qui se discutent devant eux et ils constateront que si ces « pierres de touche » avaient été appliquées à maintes décisions, la tactique des partis socialiste et communiste eût été profondément modifiée, et que l'on eût gagné en action et en développement révolutionnaire ce qui aurait été perdu en discours et en applaudissements.

Pour atteindre ces buts, l'action des militants dans les syndicats paysans est indispensable. Le travail opiniâtre pour réaliser en France une Confédération générale paysanne unique ne l'est pas moins. En attendant, le mouvement syndical des paysans travailleurs se manifeste par deux organisations: la C.G.P.T. et la C.N.P., la première communiste et la seconde socialiste. L'application raisonnée des principes indiqués ci-dessus à l'orientation de ces deux organisations eût sans aucun doute évité maintes erreurs dont elles ne sont pas encore libérées.

De nombreuses questions restent en suspens: le choix des revendications immé-

diates, l'attitude devant les classes moyennes au village, l'appréciation du « potentiel » révolutionnaire de la paysannerie, les formes d'organisation et les manifestations spontanées de la masse rurale, le développement du capitalisme dans l'agriculture et le bouleversement de l'économie rurale, l'utilisation révolutionnaire de la coopération paysanne. Mais nous n'avons voulu noter ici que les principes essentiels qui permettent d'éclairer tous les aspects subsidiaires du travail paysan.

En guise de conclusion provisoire, demandons à tous nos camarades de se pencher sur les questions paysannes, d'intervenir dans leur discussion, d'agir pour appliquer les décisions communes. La première tâche serait d'abord de prendre contact entre militants; et à notre avis, la « Vérité » serait bien inspirée en constituant sans retard un bureau paysan centralisant le courrier rural et jetant les bases de notre travail qui ne sera utile que s'il est collectif.

Louis GUERRIOT.

RETENEZ DÈS MAINTENANT

VOTRE SOIRÉE DU SAMEDI 25 MAI

Une soirée consacrée à

LA VÉRITÉ

Avec les paysans

La situation des exploités des champs empire chaque jour. Ouvriers agricoles, petits fermiers, petits propriétaires même sont dans une situation des plus misérables. La crise s'est abattue sur eux avec autant d'acuité que sur nos camarades des villes. Les produits de la terre ne se vendant pas (là, où ils peuvent être écoulés, c'est à des prix si bas qu'ils ne paient plus les frais d'exploitation), les petits fermiers qui ne peuvent payer leur fermage sont de plus en plus nombreux; les petits propriétaires sont obligés d'emprunter sur hypothèques. Aussi, dans ces conditions, que reste-t-il pour le salarié des champs? Rien, ou presque rien (5 francs par jour et nourri). Que peuvent donner en effet des travailleurs eux-mêmes durablement exploités et que le capitalisme a dépossédé du produit de leur travail?

Dans les grosses fermes et exploitations agricoles gérées par des gros propriétaires fonciers la situation est encore pire. Pour l'ouvrier agricole, le salaire déjà si bas diminue encore, pour atteindre à peine 12 fr. par jour non nourri.

Tout cela n'est pas pour donner au paysan l'esprit calme et pondéré que la bourgeoisie vante tant. Devant cette situation, le paysan se révolte et ne demande qu'à agir.

Nos braves réformistes disent que les paysans ne sont pas encore prêts pour le Socialisme, qu'il suffit de regarder les résultats des élections pour s'en assurer, que d'autre part les sections campagnardes ne sont jamais très nombreuses, que les paysans hésitent à en créer là où il n'en existe pas.

A cela il est facile de répondre. Dans les régions de grosse exploitation industrialisée les ouvriers agricoles n'adhèrent pas parce qu'ils entraînent la répression patronale. Bien souvent la seule forme constituée presque la commune entière. Le propriétaire foncier connaissant ses hommes, il aurait vite fait de les mettre à la porte. Erreur de ferme en ferme ou plus exactement de grange en grange, c'est malheureusement le sort de trop de camarades qui se rebellent ainsi isolément. Il suffirait de leur montrer une force agissante et décidée à se faire respecter coûte que coûte pour que ces hésitants nous suivent. J'ai travaillé assez longtemps à leurs côtés pour affirmer qu'en cas de casse nous pouvons les avoir avec nous. Ils ne seront pas les derniers dans la lutte.

Dans les régions de petite propriété et de petite culture, régions de terres relativement pauvres, l'état de révolte est aussi grand. Si cette révolte sourde encore ne s'est pas transformée en conscience révolutionnaire, c'est parce qu'on a présenté au paysan un drapeau rose en place du drapeau rouge. On a là encore plus qu'en ville falsifié le marxisme pour essayer d'attirer le paysan, non pas dans la lutte révolutionnaire pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan, mais dans des combines électorales dont il se méfie avec juste raison.

Aujourd'hui, alors que la colère gronde de plus en plus dans les rangs des prolétaires des campagnes, on nous dit: « Restez calmes et dignes ». Eh bien non! C'en est assez, la coupe est pleine. Il faut passer aux actes. En avant pour la constitution des Comités de Paysans Travailleurs. Pour la lutte contre le capitalisme fauteur de misère. Pour la libération des paysans par le Gouvernement Ouvrier et Paysan. « La terre à ceux qui la travaillent. » Tel est notre mot d'ordre.

Vive la lutte révolutionnaire des paysans et ouvriers unis.

Vive le Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Vive la IV^e Internationale révolutionnaire qui abattra avec le capitalisme les réformistes et démagogues-bureaucrates qui en sont les agents indirects.

Alain BEHEL.

L'empirisme obligatoire du capitalisme dominé par des lois économiques dont il n'est point le maître, ne se manifeste nulle part ailleurs mieux que dans la question vinicole. La loi résout au jour le jour les multiples contradictions secondaires de la production et de l'échange, sans pouvoir jamais dominer la matière qu'elle prétend régler. A peine certaines contradictions sont-elles résolues que de nouvelles surgissent qui nécessitent de nouvelles lois, et le législateur court ainsi après son but sans l'atteindre jamais. Toutes ces tentatives sont vicieuses du fait que le capitalisme est incapable de résoudre la contradiction fondamentale: l'antagonisme entre la puissance de production et le système de la propriété privée.

Il est toujours arbitraire de poser des limites, cependant on considère généralement comme petite production, celle qui va de 1 à 400 hectares de vin. Nous nous en tiendrons à cette conception. Voyons les chiffres. Quelle fut la production vinicole pour la France et l'Algérie en 1932 (nous choisissons à dessein la récolte de 1932 parce que moyenne entre deux extrêmes)? Elle se décompose comme suit:

De 0 à 400 hectares: 38.779.512 hect.
De 400 à 50.000 et au-dessus: 27.169.335 hect.

Ainsi la grosse propriété atteint une production égale à environ les 2/3 de la petite production. Or, de 1932 à 1935: 100 millions d'hectares, c'est surtout la grosse propriété qui a fourni les excédents, la petite propriété demeurant sensiblement sur les bases de 1932.

Ce n'est pas tout, combien de propriétaires récoltent ce vin:

De 0 à 400 hectares: 1.489.721.
De 400 à 50.000 et au-dessus: 15.665.

Ainsi 15.000 et quelques individus détiennent une production telle qu'elle atteint environ les deux tiers de la petite production et les 2/5 de la production totale; et cela ne fait que croître et embellir. Quinze mille producteurs ruinent en système capitaliste et par le jeu de ce système lui-même un peu plus de 1 million de travailleurs.

Mais est-ce bien à cause de la surproduction elle-même que la crise produit ses effets? Voici la consommation moyenne en France et dans deux de ses colonies productrices de vin:

	En millions d'hectares (1)
France	60.589,1
Algérie	902,6
Tunisie	218,5
Total	61.710,2

Ainsi on consomme annuellement 61 millions 710.000 hectos. Cela fait en moyenne 147 litres par tête d'habitant en France, 15 litres 6 en Algérie, et 10 litres 4 en Tunisie. C'est peu. Ajoutons à ces chiffres tous ceux qui ne peuvent boire de vin parce qu'ils ne peuvent en acheter, en particulier les populations indigènes des colonies qui boivent très peu ou pas de vin, ceux qui pourraient boire plus de vin s'ils en avaient les moyens, et la surproduction n'est plus qu'un fantôme. Mais l'agriculture intégrée soumise au système capitaliste subit les mêmes effets que la production industrielle. Il reste que:

1° La surproduction ne provient que du fonctionnement même du système capitaliste;

2° Qu'en tous cas ce ne sont point les 1 million de petits propriétaires et encore moins les ouvriers agricoles au service de la grosse production qui sont responsables de la crise vinicole. En effet, les 38 millions d'hectares de ceux qui triment dur sur la terre pourraient largement trouver un débouché dans la consommation nationale, même en l'état actuel des choses.

Il est inouï qu'un million de travailleurs qui tous cultivent la terre eux-mêmes soient réduits à la misère par 15.000 individus qui ne contents de les ruiner exploitent encore des milliers de travailleurs agricoles.

Tel est le problème général. Passons à l'examen de quelques mesures importantes prises par la loi. La question se pose ainsi: A-t-on tout fait pour sauvegarder l'existence: 1° des ouvriers agricoles; 2° des petits propriétaires menacés?

La première question est facile à résoudre. Il n'y a rien dans les textes législatifs, pas un paragraphe, pas une ligne, qui s'occupe du sort des ouvriers agricoles.

Examinons maintenant la situation faite aux petits producteurs et voyons, pour cela: 1° Les plantations; 2° le blocage; 3° la

(1) Les chiffres ci-dessus sont considérés sur les années de 1920 à 1927.

redevance aux gros rendements, qui sont les modalités principales de la loi.

Les plantations

Sur le principe même de l'arrêt des plantations, on peut déjà juger un régime. C'est un fait nous venons de le dire qu'il n'y a pas trop de vin pour satisfaire aux besoins de la consommation et loin de chercher à satisfaire ces besoins, on limite les plantations, ou du moins on cherche à les limiter. Comprenez qui pourra. Mais est-ce bien dans l'intérêt des petits que l'on limite les plantations? M. de Monicault, ténor de la question viticole, répond de lui-même à la question:

« Les viticulteurs, dit-il, accepteront la réglementation parce que c'est leur intérêt. Les grands viticulteurs n'ont pas d'intérêt à voir se développer indéfiniment des plantations considérables, surtout de l'autre côté de la Méditerranée. »

Voilà qui est clair. Mais au moins la mesure est-elle efficace, si peu que ce soit? Pas même:

« Tout d'abord, écrit Barthe, la plantation dans les limites de 10 hectares a permis à des esprits audacieux en Algérie et dans la Métropole de faire planter par des tiers et par ce moyen de tourner la loi. »

En résumé, l'arrêt des plantations est-il une mesure législative en faveur de la petite production? Non. C'est le reflet des contradictions capitalistes profondes et un sursaut de la grosse propriété éclairée par quelques individus plus clairvoyants pour tâcher de sauvegarder son existence. Mais si cette mesure n'apporte rien qui puisse réellement soulager le petit producteur, elle a une conséquence grave: c'est l'augmentation du chômage chez les ouvriers agricoles.

Le blocage

Voici ce qu'écrivait M. Labroue dans un rapport en 1931:

« Quand une grosse récolte de l'année précédente se trouve encore au chais et qu'une grosse récolte est en perspective, l'écoulement des cours se produit. Si le gouvernement bloque alors dans les caves des viticulteurs une certaine proportion de leur récolte, les disponibilités du marché diminueront dans la même proportion et dans cette proportion le cours des vins remontera. Puis quand le cours des vins sera devenu raisonnablement rémunérateur, le gouvernement abaissera le pourcentage des vins bloqués ou prononcera le déblocage total. Le propriétaire qui aura vu bloquer chez lui 20 % de ses existants, gagnera vraisemblablement plus d'une vente des 80 % disponibles qu'il ne perdra sur l'immobilisation de ces 20 %, alors surtout que le moment où ces 20 % seront déblocués, sera celui où les cours seront relevés et que le vieillissement obligatoire de ces 20 % n'aura pu qu'en accroître la valeur. »

Voilà le système. Apporte-t-il vraiment quelque chose au soulagement des difficultés de la petite production? C'est douteux.

En effet au début de la campagne, les cours sont les plus bas et remontent peu à peu. Mais il est de notoriété publique que le petit producteur est lui « absolument obligé » de vendre dès que sa récolte est prête. Il ne peut attendre parce que sans réserves. Dès lors il vend au cours les plus bas, c'est-à-dire aux cours ruineux. Tout le profit du blocage revient à la grosse propriété aux dépens de la petite. Car celui qui voit 20 % des existants bloqués chez lui, ce n'est point celui qui récolte 50 ou 100 hectos, c'est celui qui récolte 5.000, 10.000 ou 20.000 hectos, les « damnés de la terre » en quelque sorte.

Nous proposons à M. Barthe le texte suivant: « Quand la récolte laissera prévoir plus de 70 millions d'hectos, la totalité des récoltes des propriétaires produisant plus de 500 hectos sera bloquée, jusqu'à ce que la totalité de la petite production se soit écoulée à un prix « raisonnablement rémunérateur » fixé par les représentants des syndicats de petits vigneron, soit par la vente à la consommation soit par la vente à l'Etat. »

Il est probable que M. Barthe ne donnera aucune suite à notre suggestion. Sur la *Relevance aux gros rendements*, je n'ai qu'un mot à dire. Il y avait là une mesure intéressante en ce sens qu'elle touchait surtout les gros propriétaires seuls capables de mettre en œuvre de gros rendements. Aussi la loi s'est-elle montrée très douce.

« L'échelle arrêtée par le Parlement — dit M. Barthe — est très raisonnable pour les rendements que j'appellerai normaux. Jus-

qu'à 175 et même 200 hectolitres de rendement moyen, elle ne porte que sur une infime partie de la récolte... »

Car 175 et 200 hectolitres, pour M. Barthe, c'est un rendement « normal »! Je serai curieux de connaître les petits viticulteurs, en général placés sur des terres pauvres, qui produisent 175 et 200 hectos à l'hectare. En réalité, ici comme partout ailleurs, la loi a protégé les gros producteurs, les gros producteurs aux rendements intensifs.

De cette rapide lecture, on peut tirer quelques conclusions:

1° La loi « oublie » une portion notable et la plus intéressante: les ouvriers agricoles.

2° Elle est tout entière une tentative de quelques capitalistes clairvoyants, pour tâcher de diminuer les effets de la crise en s'imposant les petits sacrifices nécessaires — et non une loi en faveur des petits.

3° Elle est démagogique, car elle agite tout le temps le drapeau de la défense de la petite viticulture.

S'il fallait une preuve de plus de nos affirmations, nous pourrions encore citer ces paroles de Barthe: « L'Homme est, par nature, égoïste et imprévoyant. Il se rend rarement compte du danger dont il est mis à l'abri par un léger sacrifice ». Et il ajoute en d'autres endroits: « Il s'agit par ces lois de prendre la défense de « l'intérêt général ». L'intérêt général? En régime capitaliste, l'intérêt général, c'est l'intérêt de la haute bourgeoisie, qu'elle soit terrienne ou industrielle, c'est l'intérêt de ceux qui ont en main la force armée et la puissance de l'Etat, c'est l'intérêt de ceux qui ont fait de M. Barthe ce qu'il est; et son appel discret sur l'homme égoïste et imprévoyant, c'est l'invité déguisée au grand capital agraire d'avoir à comprendre que quelques sacrifices consentis, c'est la sauvegarde de sa domination sociale, économique et politique. Contre cette domination, petits paysans, ouvriers agricoles, rejoignez vos syndicats de classe, ceux qui luttent pour votre intérêt réel et votre libération. »

H. FERAUD.

CONVOICATIONS

SECTEUR A. — Réunion lundi 29 avril, à 20 h. 30. Lieu habituel.

SECTEUR B. — Réunion lundi 29 avril, à 20 h. 30, au local: 8, rue Legouvé.

JOURNÉES DE TRAVAIL COLLECTIF. — Samedi 27 avril, à partir de 19 heures, les camarades libres doivent être présents au local.

Dimanche 28 avril, deux équipes de camarades travailleront: l'une de 8 à 12 h., l'autre de 14 à 18 heures.

Vient de paraître:

La Brèche Syndicale

(Comment les Millions de l'Union Départementale Confédérée de l'Isère battent en brèche la position réformiste de l'édifice confédéral et frayent la voie au mouvement syndical révolutionnaire.)

Cette brochure est éditée par le Comité National Provisoire pour une opposition révolutionnaire dans la C. G. T. — En vente à « la Vérité » au prix de 0 fr. 50.

Camarades ! Amis ! Abonnez-vous : aidez-nous !

Abonnement à la « Vérité » :

	France	Etranger
13 n ^{os} successifs :	5 fr.	7 fr. 50
26 — — — —	10 fr.	15 fr.
52 — — — —	20 fr.	30 fr.

Renouvelez votre abonnement à temps ! (le numéro d'échéance est indiqué sur votre bande). C. C. P. : Pierre Frank, 1368-55, Paris.

Léon TROTSKY

La Bureaucratie Stalinsiste et l'Assassinat de Kirov

Prix: 3 frs

Edition de la Librairie du Travail
17, Rue de Sambre-et-Meuse - PARIS-10

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD
du Docteur LACROIX ANTOINE
50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

Le Gérant: P. FRANK.
De Coster Fils, 12, r. Notre-Dame-de-Nazareth, Paris-8^e

Pour propager la VÉRITÉ

envoyez-nous des adresses de camarades à qui nous ferons le service avant de solliciter leur abonnement.

NOMS

ADRESSES

Liste communiquée par :